

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 43843

Numéro SIREN : 922 468 772

Nom ou dénomination : 2050 Now Le Media

Ce dépôt a été enregistré le 11/12/2023 sous le numéro de dépôt 152652

SOFPAR 158

Société Par Actions Simplifiée au capital de 40 000 €
Siège social : 10 boulevard de Grenelle – 75015 Paris
922 468 772 RCS Paris

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE DU 13 NOVEMBRE 2023

.../...

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris acte de la démission de Madame Caroline BERGERON-PLANTEFEVE de ses fonctions de Présidente de la Société avec effet à compter de ce jour, décide de nommer en qualité de nouveau Président à compter de ce jour, pour une durée de 3 années, soit jusqu'à la décision qui sera appelée au cours de l'année 2026 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 : Monsieur Pierre LOUETTE, lequel a déclaré accepter ce mandat et n'être frappé d'aucune mesure lui interdisant l'exercice de ces fonctions.

Conformément à l'article 13 des statuts de la Société, Monsieur Pierre LOUETTE disposera en sa qualité de Président des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, pour contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la Loi ou les statuts à l'Associé unique. Il pourra consentir, à toute personne physique de son choix, toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi, les présents statuts ou l'Associé unique.

*Cette décision est **adoptée** par l'Associé Unique.*

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et conformément à l'article 19 des statuts, décide de modifier la dénomination sociale de la Société qui devient à compter des présentes : **2050 Now Le Media**

En conséquence, l'Associé Unique décide de modifier l'article 2 des statuts, comme suit :

« ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination :

2050 Now Le Media

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette décision est **adoptée** par l'Associé Unique.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et conformément à l'article 19 des statuts, décide de refondre intégralement la rédaction de l'article 3 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit, comme suit :

« ARTICLE 3 – OBJET SOCIAL

La société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- L'édition d'un service de presse en ligne consistant en la production et la mise à disposition du public d'un contenu original, d'intérêt général, renouvelé régulièrement, composé d'informations axé sur le développement durable et l'économie ;
- La production et la diffusion d'informations et de contenu informationnel et éditorial à destination du public, sur tout support numérique ;
- La diffusion sur tous types de support multimédia et électronique ;
- La cession, l'acquisition de contenus informatifs ;
- La cession, l'acquisition de savoir-faire informatiques et digitaux ;

et, plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, agricoles, foncières, mobilières, immobilières, financières, de gestion ou de service qui, directement ou indirectement, se rattachent à l'une ou l'autre des activités précitées ou à des activités similaires ou connexes, ou encore sont destinées à les faciliter. »

Cette décision est **adoptée** par l'Associé Unique.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et conformément à l'article 19 des statuts, décide de transférer le siège social de la Société, actuellement au 24-32 rue Jean Goujon – 75008 Paris, au 10 boulevard de Grenelle – 75015 Paris à compter des présentes décisions et, en conséquence de modifier l'article 4 des statuts, comme suit :

« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé au **10 boulevard de Grenelle – 75015 Paris**.

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette décision est **adoptée** par l'Associé Unique.

.../...

SIXIEME DECISION

L'Associé Unique confère tous pouvoirs à Les Echos – Le Parisien Annonces à l'effet d'effectuer toutes formalités légales de publicité, dépôt et inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés consécutives aux présentes décisions.

Cette décision est **adoptée** par l'Associé Unique.

.../...

Pour extrait certifié conforme.



Le Président

SOFPAR 158
Société Par Actions Simplifiée au capital de 40 000 €
Siège social : 10 boulevard de Grenelle – 75015 Paris
922 468 772 RCS Paris

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE DU 13 NOVEMBRE 2023

.../...

CINQUIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président de la Société, décide, pour obtenir le statut de société à mission, de modifier les statuts de la société comme suit :

1. L'ajout d'un préambule dans les statuts rédigé comme suit :

« PREAMBULE – RAISON D'ETRE

Raison d'être

Devenir LA référence pour s'informer sur les enjeux climatiques et la transformation de notre modèle productif. Porter la voix de l'expertise la plus fiable, allier rigueur scientifique, approche économique et pédagogique de l'entreprise. »

2. Modification de l'article 14 des statuts comme suit :

« ARTICLE 14 – COMITE DE MISSION

- *Nature*

La Société dispose d'un Comité de mission, distinct du Président, chargé exclusivement du suivi de l'exécution de la mission mentionnée en Préambule des statuts et présente annuellement un rapport joint au rapport de gestion, mentionnée à l'article L. 232-1 du Code de commerce, à l'Associé Unique ou aux Associés lors de l'approbation des comptes de la Société. Ce Comité de mission procède à toute vérification qu'il juge opportune et se fait communiquer tout document nécessaire au suivi de l'exécution de la mission.

Conformément à l'article L. 210-12 du Code de commerce, si la société emploie au cours de l'exercice moins de 50 salariés permanents, un Réfèrent de Mission peut se substituer au Comité de Mission. Le Réfèrent de Mission peut être un salarié de la Société, à condition que son contrat de travail corresponde à un emploi effectif.

Les dispositions suivantes sont applicables au Comité de Mission :

- *Le Comité de Mission peut être présidé par le Président de la Société et est composé d'au moins deux membres, personnes physiques et dont un, au moins, doit être un salarié.*
- *Les membres du Comité ne sont pas tenus d'être Associés de la Société.*

- *La mandat des membres du Comité de Mission est de trois années et expire à l'issue de la décision de l'associé unique ou des associés prise pendant l'année au cours de laquelle expire le mandat et statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.*
- *Les membres du Comité sont toujours rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment sur décision de l'Associé unique ou des Associés statuant dans les conditions requises à l'article 19 des présents statuts.*

- *Organisation et Missions du Comité de Mission*

Le Comité de Mission a pour objectifs de contrôler l'activité de la Société en application de sa raison d'être et des objectifs sociaux et environnementaux fixés par l'Associé Unique ou les Associés.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit en France, sur convocation du Président du Comité de Mission faite par tous moyens, même verbalement en cas d'urgence. Les réunions pourront prendre la forme de visioconférences ou conférences téléphoniques.

Les réunions sont animées par le Président. Un secrétaire peut être désigné et choisi parmi les membres du Comité ou en dehors de ses membres. Un membre du Comité de Mission peut se faire représenter au sein du Comité par un autre membre. Mais un membre du Comité de Mission ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

Les avis du Comité de Mission sont rendus à la majorité des membres présents et représentés.

Les procès-verbaux des réunions du Comité de Mission sont dressés et signés par deux membres au moins et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés par le Président de séance. »

3. Modification de l'article 15 des statuts comme suit :

« ARTICLE 15 – ORGANISME TIERS INDEPENDANT

L'exécution des objectifs sociaux et environnementaux, mentionnés en Préambule, font l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant désigné parmi les organismes accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation défini par le décret n° 2008-1401 du 19 décembre 2008 relatif à l'accréditation et à l'évaluation de conformité pris en application de l'article 137 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation.

Cet organisme est désigné par le Président, pour une durée initiale qui ne peut excéder six (6) exercices.

Cette désignation est renouvelable, dans la limite d'une durée totale de douze (12) exercices.

Il procède, conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur, à la vérification de l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux mentionnés en Préambule.

Cette vérification donne lieu à un avis joint au Rapport du Comité de Mission. Pour délivrer cet avis, l'organisme tiers indépendant a accès à l'ensemble des documents détenus par la Société, utiles à la formation de son avis, notamment au rapport de gestion, mentionné à l'article L. 232-1 du Code de commerce.

Il procède à toute vérification sur place qu'il estime utile au sein de la Société et, avec leur accord, au sein des entités concernées par un ou plusieurs objectifs sociaux et environnementaux constitutifs de la mission de la Société.

L'organisme tiers indépendant rend un avis motivé qui retrace les diligences qu'il a mises en œuvre et indique si la Société respecte ou non les objectifs qu'elle s'est fixés. Le cas échéant, il mentionne les

raisons pour lesquelles, selon lui, les objectifs n'ont pas été atteints ou pour lesquelles il lui a été impossible de parvenir à une conclusion. »

4. Modification de l'article 19 des statuts comme suit :

« (...)

(2) La collectivité des associés statuant à la majorité simple des voix dont disposent les associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

(...)

- nomination du Président, des Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués et des membres du Comité de Mission ; renouvellement de leurs mandats ; détermination de leur rémunération le cas échéant ; révocation ;

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette décision est **adoptée** par l'Associé Unique.

SIXIEME DECISION

L'Associé Unique confère tous pouvoirs à Les Echos – Le Parisien Annonces à l'effet d'effectuer toutes formalités légales de publicité, dépôt et inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés consécutives aux présentes décisions.

Cette décision est **adoptée** par l'Associé Unique.

.../...

Pour extrait certifié conforme.



Le Président

2050 Now Le Media
Société par actions simplifiée
au capital de 40 000 euros
Siège social : 10 boulevard de Grenelle – 75015 Paris
922 468 772 RCS PARIS

STATUTS

Copie certifiée conforme à l'original

Mis à jour le 13 novembre 2023



Le Président

PREAMBULE – RAISON D'ETRE

Raison d'être

Devenir LA référence pour s'informer sur les enjeux climatiques et la transformation de notre modèle productif. Porter la voix de l'expertise la plus fiable, allier rigueur scientifique, approche économique et pédagogique de l'entreprise.

ARTICLE 1 - FORME DE LA SOCIETE

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et à venir, notamment par les dispositions du Code de commerce sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination :

2050 Now Le Media

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce.

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- L'édition d'un service de presse en ligne consistant en la production et la mise à disposition du public d'un contenu original, d'intérêt général, renouvelé régulièrement, composé d'informations axé sur le développement durable et l'économie ;
- La production et la diffusion d'informations et de contenu informationnel et éditorial à destination du public, sur tout support numérique ;
- La diffusion sur tous types de support multimédia et électronique ;
- La cession, l'acquisition de contenus informatiques ;
- La cession, l'acquisition de savoir-faire informatiques et digitaux ;

et, plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, agricoles, foncières, mobilières, immobilières, financières, de gestion ou de service qui, directement ou indirectement, se rattachent à l'une ou l'autre des activités précitées ou à des activités similaires ou connexes, ou encore sont destinées à les faciliter.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé au **10 boulevard de Grenelle – 75015 Paris**.

Il pourra être transféré sur l'ensemble du territoire français par décision du Président : sous réserve de la ratification de cette décision par l'Associé unique ou par les Associés. Le Président disposera dans ce cas du pouvoir de procéder à la modification corrélative des statuts.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix-neuf années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

Lors de la constitution de la Société, l'Associé unique fondateur a apporté une somme en numéraire de 40.000 euros correspondant à 4.000 actions souscrites en totalité et intégralement libérées.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quarante mille (40.000) euros.

Il est divisé en quatre mille (4.000) actions de dix (10) euros de nominal chacune, toutes de la même catégorie, souscrites en numéraire et entièrement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi par décision unilatérale de l'Associé unique ou par décision collective des Associés.

L'Associé unique ou les Associés a/ont, proportionnellement au montant de ses/leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Il(s) peut(vent) renoncer à titre individuel à son/leur droit préférentiel.

En cas de démembrement des actions, le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Une décision de l'Associé unique ou des Associés, peut déléguer au Président d'une part, la compétence ou les pouvoirs nécessaires pour décider et/ou réaliser toute augmentation de capital et d'autre part, les pouvoirs nécessaires à la réalisation de toute réduction de capital.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel ouvert par la Société au nom du ou des Associés dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10- CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires.

La cession d'actions s'effectue conformément à la loi.

Tous les frais résultant de la cession sont à la charge du cessionnaire, sauf convention contraire entre cédant et cessionnaire.

ARTICLE 11 - DROITS ATTACHES A CHAQUE ACTION

- (1) Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne également droit au vote et à la représentation dans les décisions collectives, dans les conditions fixées par les présents statuts.
- (2) L'Associé unique ou les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de ses/leurs apports.
- (3) La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions des Associés et aux présents statuts.
- (4) Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les Associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.
- (5) Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de désigner l'un d'entre eux ou un mandataire commun de leur choix pour les représenter auprès de la Société. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de l'Associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises.

- (6) Si une action est grevée d'usufruit, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Le droit de vote attaché aux actions grevées d'un usufruit appartient à l'usufruitier lors des décisions collectives qui ne modifient pas les présents statuts et au nu-propriétaire lors des décisions collectives modifiant les présents statuts (*par dérogation à l'article 1844 du code civil*). Cependant, les Associés peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote pour toute décision collective. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective prise après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition. Le droit de l'Associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut être exercé par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

ARTICLE 12 – PRESIDENT

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale pouvant avoir ou non la qualité d'Associé ou, s'il s'agit d'une personne physique, de salarié.

Le Président personne physique doit être âgé de moins de 65 ans. S'il vient à atteindre cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la première décision de l'Associé unique ou de la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint cet âge.

Le Président est nommé par l'Associé unique ou par décision collective des Associés.

Le Président est nommé pour une durée de trois années qui expire à l'issue de la décision de l'Associé unique ou des Associés prise pendant l'année au cours de laquelle expire le mandat et statuant sur les comptes de l'exercice écoulé. Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir l'Associé unique ou les Associés.

Le Président est révocable à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'Associé unique, ou en cas de pluralité d'Associés, par décision des Associés statuant à la majorité prévue à l'article 19 (2) des statuts.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, celle-ci est représentée par ses dirigeants, lesquels sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ARTICLE 13 – POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction de la Société.

Il représente la Société à l'égard des tiers. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, pour contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les présents statuts aux Associés et notamment sous réserve des dispositions des articles 14 et 19 ci-après.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir, à toute personne physique de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi, les présents statuts ou l'Assemblée des Associés.

Le Président est l'organe de la Société auprès duquel, le cas échéant, les délégués du Comité Social et Economique exercent les droits qui leur sont conférés par la loi.

ARTICLE 14 – COMITE DE MISSION

- Nature

La Société dispose d'un Comité de mission, distinct du Président, chargé exclusivement du suivi de l'exécution de la mission mentionnée en Préambule des statuts et présente annuellement un rapport joint au rapport de gestion, mentionnée à l'article L. 232-1 du Code de commerce, à l'Associé Unique ou aux Associés lors de l'approbation des comptes de la Société. Ce Comité de mission procède à toute vérification qu'il juge opportune et se fait communiquer tout document nécessaire au suivi de l'exécution de la mission.

Conformément à l'article L. 210-12 du Code de commerce, si la société emploie au cours de l'exercice moins de 50 salariés permanents, un Référent de Mission peut se substituer au Comité de Mission. Le Référent de Mission peut être un salarié de la Société, à condition que son contrat de travail corresponde à un emploi effectif.

Les dispositions suivantes sont applicables au Comité de Mission :

- Le Comité de Mission peut être présidé par le Président de la Société et est composé d'au moins deux membres, personnes physiques et dont un, au moins, doit être un salarié.
- Les membres du Comité ne sont pas tenus d'être Associés de la Société.
- La mandat des membres du Comité de Mission est de trois années et expire à l'issue de la décision de l'associé unique ou des associés prise pendant l'année au cours de laquelle expire le mandat et statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.
- Les membres du Comité sont toujours rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment sur décision de l'Associé unique ou des Associés statuant dans les conditions requises à l'article 19 des présents statuts.

- Organisation et Missions du Comité de Mission

Le Comité de Mission a pour objectifs de contrôler l'activité de la Société en application de sa raison d'être et des objectifs sociaux et environnementaux fixés par l'Associé Unique ou les Associés.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit en France, sur convocation du Président du Comité de Mission faite par tous moyens, même verbalement en cas d'urgence. Les réunions pourront prendre la forme de visioconférences ou conférences téléphoniques.

Les réunions sont animées par le Président. Un secrétaire peut être désigné et choisi parmi les membres du Comité ou en dehors de ses membres. Un membre du Comité de Mission peut se faire représenter au sein du Comité par un autre membre. Mais un membre du Comité de Mission ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

Les avis du Comité de Mission sont rendus à la majorité des membres présents et représentés.

Les procès-verbaux des réunions du Comité de Mission sont dressés et signés par deux membres au moins et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés par le Président de séance.

ARTICLE 15 – ORGANISME TIERS INDEPENDANT

L'exécution des objectifs sociaux et environnementaux, mentionnés en Préambule, font l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant désigné parmi les organismes accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation défini par le décret n° 2008-1401 du 19 décembre 2008 relatif à l'accréditation et à l'évaluation de conformité pris en application de l'article 137 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation.

Cet organisme est désigné par le Président, pour une durée initiale qui ne peut excéder six (6) exercices.

Cette désignation est renouvelable, dans la limite d'une durée totale de douze (12) exercices.

Il procède, conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur, à la vérification de l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux mentionnés en Préambule.

Cette vérification donne lieu à un avis joint au Rapport du Comité de Mission. Pour délivrer cet avis, l'organisme tiers indépendant a accès à l'ensemble des documents détenus par la Société, utiles à la formation de son avis, notamment au rapport de gestion, mentionné à l'article L. 232-1 du Code de commerce.

Il procède à toute vérification sur place qu'il estime utile au sein de la Société et, avec leur accord, au sein des entités concernées par un ou plusieurs objectifs sociaux et environnementaux constitutifs de la mission de la Société.

L'organisme tiers indépendant rend un avis motivé qui retrace les diligences qu'il a mises en œuvre et indique si la Société respecte ou non les objectifs qu'elle s'est fixés. Le cas échéant, il mentionne les raisons pour lesquelles, selon lui, les objectifs n'ont pas été atteints ou pour lesquelles il lui a été impossible de parvenir à une conclusion.

ARTICLE 16 – NOMINATION DE DIRECTEURS GENERAUX OU DE DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

Sur proposition du Président, l'Associé unique ou les Associés peu(ven)t nommer dans la limite de trois, des personnes physiques, salariées de la Société ou non, chargées d'assister le Président, avec le titre de Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués.

La durée de leurs fonctions est fixée à trois années et expire à l'issue de la décision de l'Associé unique ou des Associés prise pendant l'année au cours de laquelle expire le mandat et statuant sur les comptes de l'exercice écoulé. Ils sont rééligibles

Les Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'Associé unique ou des Associés, sur proposition du Président. En cas de décès, démission ou révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire de l'Associé unique ou des Associés, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Sauf limites fixées par l'Associé unique ou les Associés, chaque Directeur Général ou Directeur Général Délégué dispose des mêmes pouvoirs que le Président. Il peut consentir, à toute personne physique de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi, les présents statuts ou l'Associé unique ou les Associés.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Directeur Général ou Directeur Général Délégué est fixée à 65 ans. Le mandat de Directeur Général ou Directeur Général Délégué prend fin de plein droit à l'issue de la première décision de l'Associé unique ou des Associés statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint cet âge.

ARTICLE 17- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions qui peuvent être conclues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société Associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L. 227-10 du Code de Commerce.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales, lesquelles sont soumises aux dispositions de l'article L. 227-11 du Code de Commerce.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant, son Associé unique ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Lorsque la Société remplit les critères ou atteint les seuils fixés par la réglementation en vigueur, le contrôle des comptes de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaire(s) aux comptes nommés sur décision de l'Associé unique ou des Associés en application de l'article L. 823-1 du Code de Commerce et de l'article 19 des présents statuts.

ARTICLE 19 – DECISIONS DES ASSOCIES

- (1) L'Associé unique ou les Associés peu(ven)t prendre ses/leurs décisions d'office ou sur demande du Président.

Lorsque la Société est unipersonnelle, l'Associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés, en vertu de la loi ou des présents statuts. Il se prononce sous forme de décisions unilatérales dès lors qu'une décision des Associés est nécessaire en vertu de la loi ou des présents statuts étant précisé que les dispositions ci-dessous concernant la convocation des Assemblées ne sont pas applicables.

Lorsque les dispositions légales prévoient l'intervention d'un ou plusieurs Commissaire(s) aux comptes préalablement à la décision, l'Associé unique ou les Associés devra(ont) l'/les informer en temps utiles pour qu'il(s) puisse(nt) accomplir sa/leur mission.

- (2) La collectivité des Associés statuant à la majorité simple des voix dont disposent les Associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :
- approbation des comptes et affectation du résultat ;
 - nomination du Président, des Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués et des membres du Comité de Mission ; renouvellement de leurs mandats ; détermination de leur rémunération le cas échéant ; révocation ;
 - nomination du ou des Commissaires aux Comptes et renouvellement de leurs mandats ; révocation ;
 - approbation des conventions visées à l'article L 227-10 du Code de Commerce ;
 - ratification du transfert du siège social décidé par le Président.
- (3) La collectivité des Associés statuant à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les Associés, est également seule compétente pour prendre les décisions suivantes :
- toute décision de fusion avec une autre société, de scission ou d'apport partiel d'actif ;
 - dissolution de la Société, nomination ou révocation du liquidateur, et approbation des comptes de liquidation ;
 - augmentation, réduction, amortissement du capital social ;
 - transformation de la Société ;
 - prorogation de la durée de la Société ;
 - autres modifications statutaires, sous réserve des dispositions de l'article L. 227-19 du Code de Commerce.
- (4) En cas de pluralité d'Associés, les décisions des Associés sont prises au choix du Président soit (i) lors de la tenue d'une Assemblée Générale, (ii) par consultation écrite, (iii) lors de toute réunion pouvant prendre la forme de conférence téléphonique, vidéo conférence ou de tout autre moyen de communication, ou (iv) par consentement des Associés exprimé dans un acte sous seing privé. Néanmoins, la tenue d'une Assemblée est de droit si la demande en est faite par un ou plusieurs Associés.

Lorsque les décisions sont prises en Assemblées, les Associés y sont convoqués par le

Président, ou en cas de carence, par le Commissaire aux comptes ou un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Les Assemblées sont réunies dans tous lieux précisés dans l'avis de convocation, tant en France qu'à l'étranger. La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Dans le cas où tous les Associés sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

- (5) Nonobstant ce qui précède, pour toute décision relative à l'approbation des comptes annuels, le(s) Commissaire(s) aux comptes peut/peuvent demander au Président de convoquer les Associés au siège social afin qu'il(s) puisse(nt) présenter ses/leurs observations oralement. Dans le cas où le(s) Commissaire(s) aux comptes n'utilisent pas cette faculté, leurs rapports seront communiqués aux Associés par écrit.

ARTICLE 20 - DROIT DE PARTICIPATION AUX ASSEMBLEES – TENUE DES ASSEMBLEES – BUREAU – PROCES-VERBAUX

Tout Associé a le droit de participer aux décisions collectives personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Lorsqu'une Assemblée est réunie, un Associé peut se faire représenter par toute personne de son choix munie d'une procuration. Tout Associé peut également voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et fourni à ce dernier sur sa demande ; il n'est tenu compte que des formulaires retournés à la Société, par tous moyens, et reçus par cette dernière un jour franc au moins avant la réunion de l'Assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne seront pas considérés comme des votes exprimés pour le calcul de la majorité.

Les Assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par l'un des dirigeants spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée, ou par l'Associé, présent ou représenté, propriétaire du plus grand nombre d'actions.

En cas de convocation par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Une feuille de présence est émargée par les Associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le Secrétaire et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par l'un d'entre eux.

Lorsque la Société est unipersonnelle, les décisions de l'Associé unique sont constatées par des procès-verbaux signés par ce dernier et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par le Président.

ARTICLE 21 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout Associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre suivant. Le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.

ARTICLE 23 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Sauf cas de dispense prévu par le Code de Commerce, il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du(des) Commissaire(s) aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Le rapport de gestion du Président sur les opérations de l'exercice de la Société et, le cas échéant du Groupe lorsque la société est tenue à l'établissement de ces rapports, les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés, sont soumis à l'approbation des Associés ou de l'Associé unique dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les Associés statuant sur les comptes de l'exercice décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Associé unique ou les Associés statuant sur les comptes de l'exercice détermine(nt) la part qui lui/leur est attribuée sous forme de dividende.

Les Associés ont la faculté d'effectuer tous les prélèvements sur les bénéfices distribuables pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserves, ordinaires ou extraordinaires, ou pour les reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

Les Associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par les Associés statuant sur les comptes de l'exercice, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 25 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision des Associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

La Société ne peut exiger des Associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision des Associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société doit dans le délai fixé par la loi, reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social, ou à défaut et sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves.

Dans tous les cas, la décision des Associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les Associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 27 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

- (1) Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective des Associés.

- (2) Si au jour de la dissolution, la Société ne comporte qu'un seul Associé, personne morale, la dissolution n'entraîne pas la liquidation de la Société mais opère transmission universelle du patrimoine à l'Associé unique dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code Civil.
- (3) Si au jour de la dissolution, la Société est pluripersonnelle, la dissolution entraîne la liquidation de la Société dans les conditions définies par la loi. Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par la décision collective des Associés aux conditions de majorité prévues par l'article 19 (3).

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La décision collective des Associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

- (4) Lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé, personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités déterminées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les Associés, la direction et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions des présents statuts seront soumises à la juridiction des tribunaux du siège social.